

11 \_ 2023

ENQUÊTE

# Enquête Climat

## Focus sur l'opinion en France et dans l'Union européenne

\_Neil Makaroff

\_Adélaïde Zulfikarpasic



# Méthodologie

Les résultats qui suivent sont issus de l'étude sur le climat réalisée tous les ans par BVA pour la Banque européenne d'investissement et la Fondation Jean-Jaurès. L'enquête 2023 a été réalisée en ligne (ordinateur, tablette ou mobile) du 7 août au 4 septembre 2023, auprès des vingt-sept pays de l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Chine, les États-Unis, le Canada, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et les Émirats arabes unis.

L'enquête a mobilisé un échantillon total de 30 245 personnes, composé de 35 échantillons représentatifs

des populations nationales âgées de 15 ans et plus (16+ pour le Luxembourg) au sein de chacun des pays interrogés. En France, 1 000 personnes ont été interrogées.

Les répondants ont été sélectionnés aléatoirement parmi des panels nationaux représentatifs. La représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, profession de l'interviewé et région.

# Les perceptions des citoyens à l'égard du changement climatique et de politiques afférentes soucieuses d'équité et de justice sociale

– Adélaïde Zulfikarpasic

Directrice générale de BVA Xsight

## Introduction

Les crises successives de ces dernières années – crise sanitaire, urgence climatique, crise énergétique, guerre en Ukraine et très récemment guerre Israël-Hamas – nous ont rappelé, si besoin en était, combien le contexte national comme international était mouvant et à quelle vitesse celui-ci pouvait changer. Ainsi, les grilles de lecture et d'analyse univoques de la société apparaissent plus que jamais inopérantes pour décrire les changements et mutations en cours. Une matrice de lecture, proposée dans le cadre de l'étude « Françaises, Français, etc.<sup>1</sup> » réalisée par BVA pour la régie de la presse quotidienne régionale, 366, offre un cadre de réflexion pertinent et plus adapté à notre époque. Cette matrice repose sur le croisement de deux axes, un axe temporel horizontal qui oppose temps court et temps long et un axe vertical opposant individu et collectif. On observe, en effet, que les individus opposent parfois les sujets qui leur sont particuliers et immédiats à ceux qui relèvent du collectif et du durable. Chacun, dans les différents domaines de sa vie, arbitre comme il le peut entre le présent et le futur, entre son intérêt personnel et celui de la planète. Chaque individu est mis en tension entre ces deux axes et, selon les sujets,

selon les moments de sa vie, selon « la place » d'où il parle (parfois en tant que citoyen, parfois en tant que collaborateur, parfois en tant qu'employeur, ou encore parent, usager de services publics, etc.), et bien souvent en étant tout cela à la fois), arbitre comme il peut. Les individus dessinent des combinaisons d'intérêt, des agencements et oscillent selon les sujets entre l'ancrage dans le présent et l'attraction du futur, d'une part, et entre le tropisme collectif et la tentation de l'individualisme, d'autre part.

Cette sixième édition de l'enquête climat réalisée par BVA pour la Banque européenne d'investissement (BEI), en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, résonne parfaitement avec cette matrice de compréhension de notre société. Elle montre que les Français, bien que très préoccupés par le pouvoir d'achat (un sujet qui s'inscrit dans une temporalité immédiate et concerne d'abord chacun à titre individuel), se montrent également très préoccupés par le changement climatique et la dégradation de l'environnement, deux sujets qui, eux, s'inscrivent dans une temporalité plus longue et concernent tant le collectif que l'individu. Cependant, les Français ne considèrent pas que les questions écologiques et économiques s'excluent mutuellement. Ainsi, alors que les problèmes de pouvoir d'achat accentuent les inégalités sociales en creusant l'écart entre ceux qui peuvent

1. Étude disponible sur demande à 366 : [ffetc@366.fr](mailto:ffetc@366.fr).

subvenir à leurs besoins et ceux qui peinent de plus en plus à joindre les deux bouts, les Français estiment au contraire que la promotion de l'équité sociale et la lutte contre le changement climatique doivent aller de pair. Ils ont donc tendance à soutenir les mesures financières qui s'attaquent à la fois aux inégalités et au changement climatique. Serait-ce là LA solution pour réconcilier cette double tension entre individu et collectif, d'une part, et immédiateté requise par l'urgence du pouvoir d'achat et durabilité induite par le sujet climatique, d'autre part ? En d'autres termes, peut-on espérer sortir de l'impasse opposant si souvent « fin du monde » et « fin du mois » ?

Le pouvoir d'achat domine toujours les préoccupations des Français, mais les questions environnementales revêtent une importance croissante

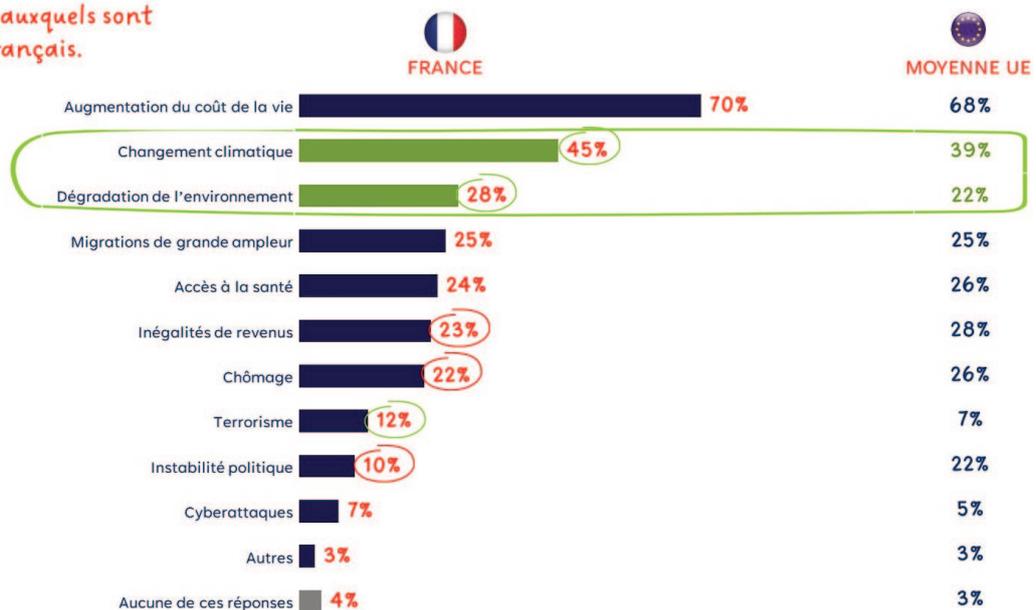
Comme lors de la vague précédente, l'augmentation du coût de la vie est, de loin, le principal défi qui

préoccupe les Français, comme les autres Européens. En effet, 70 % des sondés citent l'inflation comme l'un des principaux défis auxquels la France est confrontée. Toutes les générations et tous les groupes sociaux placent cette question en tête de leur liste de préoccupations, loin devant toutes les autres.

Bien qu'arrivant en retrait dans la hiérarchie de leurs préoccupations, les questions environnementales s'imposent toutefois comme un enjeu majeur pour les Français, le changement climatique (45 %) et la dégradation de l'environnement (28 %) complétant le podium des principaux défis auxquels le pays est confronté, parmi une liste de dix sujets. À noter cependant, l'enquête a été réalisée il y a quelques semaines, avant l'attaque d'Israël par le Hamas et la reprise du conflit israélo-palestinien. Les enquêtes les plus récentes ont montré un impact direct du contexte international sur les préoccupations des Français, mais aussi d'événements survenus récemment sur le territoire national comme l'attentat commis à Arras contre un enseignant. Ainsi, si le pouvoir d'achat reste en tête, la sécurité et le terrorisme ont (provisoirement ? espérons-le) supplanté les autres thématiques, et notamment les questions environnementales et sanitaires.

Quels sont les trois plus grands défis auxquels est actuellement confrontée la population de votre pays ?

Principaux défis auxquels sont confrontés les Français.



Pour autant, sur le long terme, il convient de souligner la préoccupation croissante pour les questions climatiques. Encore totalement absente des baromètres de mesure des préoccupations des Français il y a dix ans, voire moins, la question climatique s'est progressivement imposée dans le débat public autour de 2017-2018 et a pris une ampleur considérable en quelques années seulement. D'abord cantonnée à quelques catégories de la population (pour schématiser, les CSP+, à la fois parce que plus aisées, donc davantage en mesure de se préoccuper de ce sujet avant d'autres, et parce que plus informées et donc conscientes des enjeux), la préoccupation s'est progressivement élargie à l'ensemble de la population, à la faveur d'un vécu de plus en plus concret. En 2022, après un été marqué en France par la canicule et les incendies, 80 % des Français déclaraient ressentir les effets du changement climatique dans leur vie quotidienne, soit 9 points de plus qu'en 2021<sup>1</sup>. L'été 2023 ayant été le plus chaud jamais mesuré dans le monde, selon l'observatoire européen Copernicus<sup>2</sup>, cette articulation vécu/prise de conscience s'est, selon toute vraisemblance, renforcée.

Dans le détail, le changement climatique est ainsi perçu comme l'un des principaux défis par près d'un Français sur deux (45 %), un résultat supérieur de 6 points à la moyenne européenne. Il est particulièrement perçu comme une priorité par les sympathisants de gauche (53 %) et par les personnes âgées. Plus de la moitié d'entre eux le mentionnent (50 % des 50-64 ans et 52 % des 65 ans et plus). À l'inverse, la dégradation de l'environnement inquiète un peu plus les jeunes que les plus âgés (40 % des 15-19 ans la citent comme un défi majeur, contre 26 % des

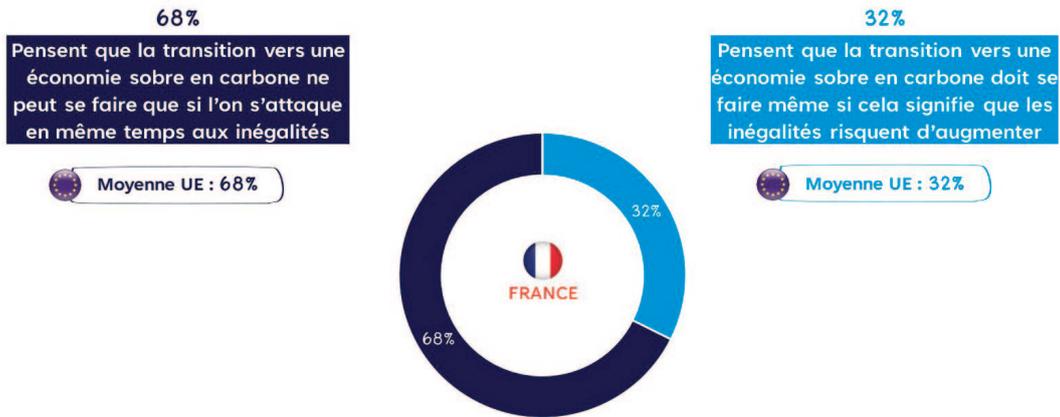
30 ans et plus). Au total, ce sont 28 % des Français qui l'évoquent, soit là aussi 6 points de plus que la moyenne européenne.

Au niveau européen, ce sont les inégalités de revenus qui arrivent en troisième position, citées par 28 % des citoyens. Il s'agit d'une attente légèrement inférieure pour les Français, 23 % d'entre eux en faisant une priorité pour leur pays, derrière les questions migratoires (25 %) et l'accès à la santé (24 %).

Cependant, les Français n'opposent pas les politiques environnementales à l'équité sociale, les deux questions devant au contraire aller de pair

Les Français, comme les Européens, n'opposent pas la transition vers une économie bas carbone à la lutte contre les inégalités. Pour eux, il faut au contraire les articuler étroitement. Ainsi, plus des deux tiers des Français (68 %) considèrent que la transition vers une économie sobre en carbone ne peut se faire que si l'on s'attaque en même temps aux inégalités. On mesure le même résultat à l'échelle européenne. Moins d'un tiers des sondés pensent que la transition vers une économie sobre en carbone doit se faire même si cela signifie que les inégalités risquent d'augmenter (32 %).

1. Anne-Laure Gallay, François Gemenne et Adelaïde Zulfikarpasic, *Enquête Climat : l'opinion dans 30 pays. Focus sur l'Europe, le Royaume-Uni, la Chine et les États-Unis*, Fondation Jean-Jaurès, 27 octobre 2022.  
2. « Copernicus : l'été 2023 est le plus chaud jamais enregistré », Climate Change Service, 6 septembre 2023 : [https://climate.copernicus.eu/sites/default/files/2023-09/C3S\\_MonthlyMaps\\_August%202023-%20FR.docx](https://climate.copernicus.eu/sites/default/files/2023-09/C3S_MonthlyMaps_August%202023-%20FR.docx).



On sait que les foyers les plus précaires sont aussi ceux qui subissent le plus les effets du changement climatique et que ces derniers tendent à accentuer les inégalités sociales. Notamment lorsque l'on considère l'angle de la « précarité énergétique » : la crise énergétique a considérablement accru le coût de l'énergie et son poids dans le budget du ménage dans un contexte d'inflation globale ; les foyers les plus précaires sont aussi les plus démunis face aux situations d'inconfort thermique ou de logements « énergivores ». Et en dépit des subventions et aides publiques, les travaux de rénovation énergétiques restent un gouffre, voire, le plus souvent, ne peuvent être réalisés.

Au-delà de ce qui se passe au niveau du territoire national, on sait également qu'à l'échelle planétaire, les pays développés, en particulier les pays occidentaux, sont majoritairement responsables de la crise environnementale actuelle. Et dans ce contexte, les deux tiers des Français pensent que la France devrait indemniser financièrement les pays en développement pour les aider à lutter contre le changement climatique (68 %). Ce résultat est supérieur de 8 points à la moyenne européenne, un différentiel qui s'explique peut-être en partie par le lien historique qui unit la France à certaines régions particulièrement touchées par les conséquences du changement climatique, notamment en Afrique. Une autre clé d'explication réside dans la perception de l'urgence climatique : celle-ci est beaucoup plus marquée dans les pays d'Europe du Sud, où l'on observe que les citoyens sont beaucoup plus prêts à « compenser » que ceux d'Europe de l'Est et du Nord.

En dépit de cette conscience de la nécessité d'une « transition juste », seule une minorité de Français

(39 %) fait confiance à leur pays pour adopter des politiques qui permettent à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre les inégalités sociales. Ce chiffre est similaire à la moyenne européenne (38 %). Bien que cette opinion soit minoritaire dans tous les profils, les jeunes (47 % des moins de 30 ans) et les citadins (46 %) sont légèrement plus confiants que le reste de la population. En définitive, ce sont plus de six Français sur dix qui ne sont pas confiants dans la capacité de leur pays à adopter des politiques de changement climatique qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre et s'attaquent aux inégalités sociales.

Ainsi, bien qu'ils soient très préoccupés par leur pouvoir d'achat, les Français ne se détournent pas pour autant du changement climatique. Sans doute en partie parce qu'ils ont conscience du lien étroit entre inégalités environnementales et inégalités sociales. Même s'ils ont peu confiance en leur pays pour y parvenir, ils considèrent que les politiques de lutte contre les inégalités et les politiques environnementales doivent aller de pair.

Forts de ce constat, les Français soutiennent les politiques fiscales écologiques visant à réduire les inégalités

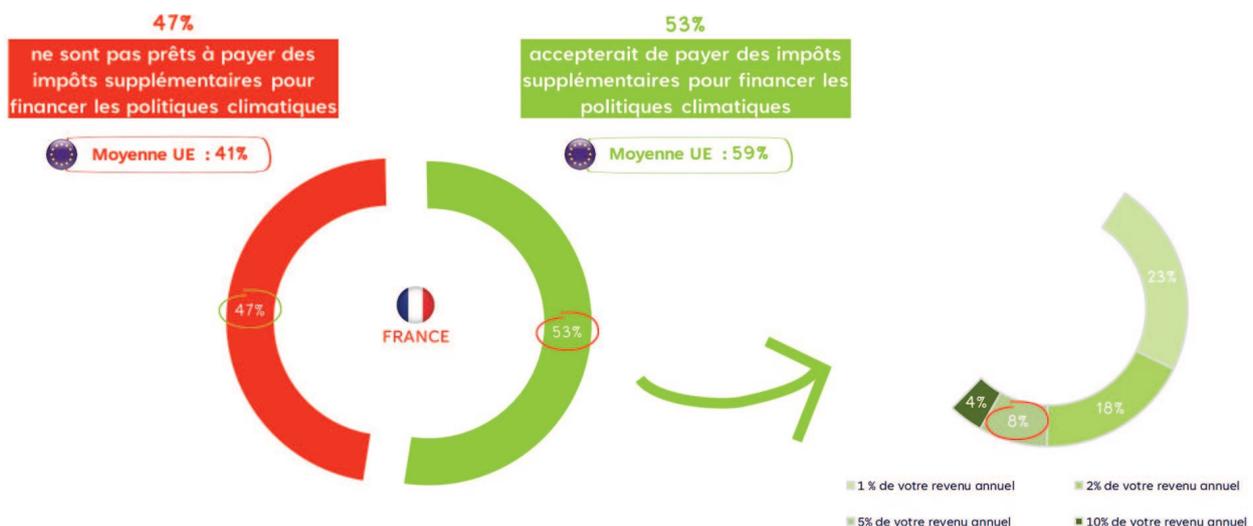
Lorsque l'on regarde de plus près les différentes initiatives en faveur de l'équité sociale, les Français

apparaissent favorables aux mesures proposées, même s'il s'agit de mesures financières. Parmi les personnes interrogées, 75 % seraient favorables à la mise en place d'une taxe carbone sur les revenus/recettes (plus une personne ou une entreprise s'enrichit du fait d'activités préjudiciables à l'environnement, comme l'extraction ou l'utilisation de combustibles fossiles, plus ses revenus/recettes sont taxés). En outre, les trois quarts (75 %) seraient également favorables à une réforme de la fiscalité sur les combustibles fossiles (éliminer les subventions et les allègements fiscaux pour les entreprises qui utilisent des combustibles fossiles et le transport aérien, afin de subventionner les énergies renouvelables et les technologies propres pour lutter contre le changement climatique). De plus, sept Français sur dix (71 %) sont favorables à la création d'une taxe progressive sur les émissions de carbone (les personnes ayant un revenu plus élevé seraient plus fortement taxées lorsqu'elles achètent des produits comme du pétrole, afin d'aider à lutter contre le changement climatique ; les personnes ayant un revenu plus faible seraient moins taxées ; l'objectif est de s'assurer que tout le monde contribue équitablement à la résolution de la crise climatique). Ces mesures sont encore plus favorablement accueillies par les sympathisants de gauche et les individus qui citent le changement climatique comme l'un des principaux défis auxquels la

France est confrontée. Ainsi, alors que 71% des Français sont favorables à la création d'une taxe progressive sur les émissions de carbone, cette proportion s'élève à 79% chez les sondés qui se situent à gauche de l'échelle politique (et même à 81% chez les plus à gauche) et à 78% chez ceux qui considèrent que le changement climatique est un enjeu majeur.

Plus surprenant, la plupart des Français (53 %) seraient également d'accord pour payer des impôts sur le revenu supplémentaires pour financer des politiques climatiques qui profitent aux personnes aux revenus plus faibles qu'eux. Les Français sont cependant plus réticents à l'égard d'une telle taxe que l'ensemble des Européens (59 % y sont favorables). Les personnes les plus aisées (57 %), les diplômés de l'enseignement supérieur (62 %), les citadins (63 %) et les sympathisants de gauche (64 %) sont plus favorables à l'idée. Il existe également une fracture générationnelle sur ce sujet : les jeunes sont plus largement favorables à une telle taxe que leurs aînés, qui sont minoritaires (73 % des moins de 30 ans y sont favorables, contre 42 % des plus de 65 ans). Cependant, la majorité des Français ne souhaiteraient allouer qu'une infime partie de leurs revenus au financement de ces politiques climatiques : 41 % des Français ne seraient prêts à payer que 1 % à 2 % de leurs revenus.

### Quel taux d'imposition sur votre revenu annuel accepteriez-vous de payer pour financer des politiques climatiques qui bénéficieraient à des personnes ayant un revenu inférieur au vôtre ?

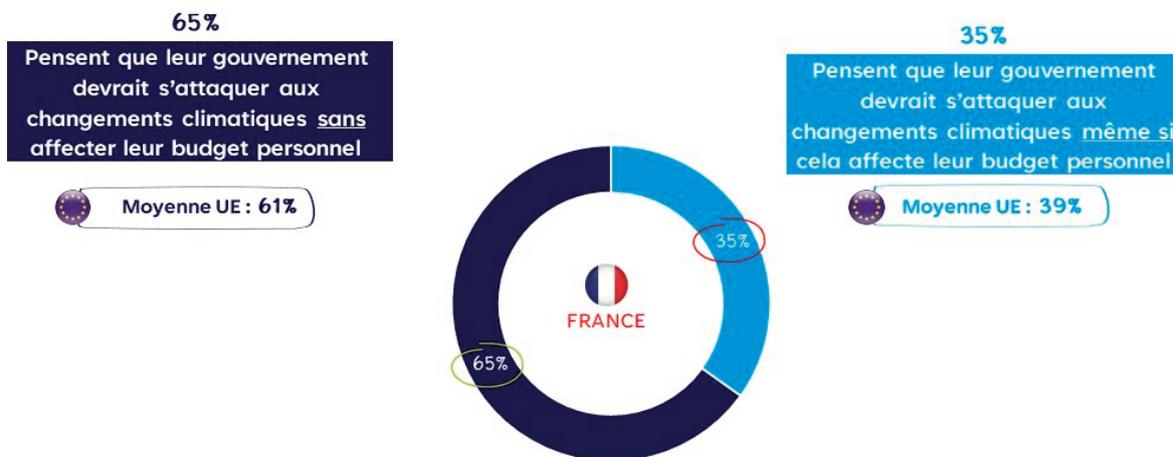


## Mais les Français ont des sentiments mitigés quant à l'impact de ces politiques, craignant qu'elles n'aggravent leurs difficultés économiques

Alors que près de huit Français sur dix estiment que les politiques en faveur de l'environnement auront au moins un impact positif (79 %), ils sont partagés sur les répercussions de ces mesures. Une majorité d'entre eux estime que ces mesures amélioreront leur qualité de vie (59 %) et qu'elles seront bénéfiques en termes d'emplois, en créant plus d'emplois qu'elles n'en détruiront (57 %). En revanche, seule une minorité (23 %) estime que ces politiques auront un effet positif sur leur pouvoir d'achat (qui est

le principal défi auquel ils sont confrontés). Ce sont au contraire plus des trois quarts des sondés qui redoutent que les mesures adoptées par la France pour lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement ne réduisent leur pouvoir d'achat (77 %).

Le pouvoir d'achat est, en effet, un enjeu crucial pour les Français, on l'a vu, pour ne pas dire l'enjeu central actuel, même s'ils soutiennent les politiques de lutte contre le changement climatique : dans un premier temps, deux tiers des Français (65 %) considèrent que la lutte contre le changement climatique ne doit pas affecter leurs ressources. Il s'agit d'une proportion plus élevée qu'au niveau européen (61 %). Logiquement, en tenant compte de leur situation financière, ils sont une proportion identique (65 %) à considérer qu'ils ont besoin d'un soutien financier pour faire la transition vers une économie sobre en carbone.



Il est à noter que sur l'ensemble de ces questions, on observe très peu de variations liées au niveau de revenu des personnes interrogées. Les personnes ayant les plus bas revenus sont à peine plus nombreuses à penser que la lutte contre le changement climatique ne doit pas affecter leurs ressources (68 % contre 65 % en moyenne et 62 % pour les plus hauts revenus). Et de la même façon, elles sont à peine plus nombreuses à considérer que la transition vers une économie sobre en carbone ne peut se faire que si l'on s'attaque en même temps aux inégalités (69 % contre 68 % en moyenne, 71 % des classes moyennes et 64 % des catégories les plus aisées). Les différences liées au niveau de vie sont relativement ténues.

Face à la sortie des énergies fossiles, qui entraînerait la perte de nombreux emplois dans ce secteur, les Français sont en revanche divisés. La moitié d'entre eux (52 %) pense que le gouvernement devrait subventionner et soutenir la formation qui permet aux travailleurs de ces industries de changer de carrière, mais 30 % pensent que les combustibles fossiles ne devraient pas être éliminés, car cela pourrait entraîner une perte d'emplois et, par conséquent, faire basculer une partie de la population dans la pauvreté. Seule une petite minorité (18 %) pense qu'il faut laisser les choses en l'état, car le développement des industries vertes créerait de nouveaux emplois et absorberait les pertes de la transition.

## Conclusion

Les résultats de cette nouvelle vague de l'enquête Climat sont empreints de paradoxes. Les Français, à l'instar des Européens, sont favorables à des politiques publiques en faveur du climat qui soutiennent l'équité et la justice sociale. En d'autres termes, ils sont favorables à une « transition juste<sup>1</sup> », même s'ils ne l'expriment pas ainsi. Dans les faits, ils sont une majorité à considérer que la transition vers une économie sobre en carbone ne peut se faire que si l'on s'attaque en même temps aux inégalités. Ils se prononcent également majoritairement en faveur d'une politique fiscale vertueuse tant pour l'environnement que pour la réduction des inégalités. Ils se déclarent même, pour une moitié d'entre eux, prêts à payer de nouveaux impôts qui œuvrent en ce sens. Mais dans le même temps, ils redoutent que les mesures mises en place pour lutter contre le changement climatique n'affectent leur pouvoir d'achat et, dans leur majorité, insistent sur la nécessité d'une action publique qui préserve leur budget. Dès lors, comment faire pour sortir de ce qui ressemble un peu à la quadrature du cercle ? Ne réussira-t-on jamais à dépasser l'antienne qui oppose « fin du monde » et « fin du mois » ? Une fois encore, une mise en perspective temporelle s'impose, pour éclaircir l'horizon : s'ils sont encore très

ambivalents dans leur façon d'appréhender la problématique, les Français ont toutefois parcouru beaucoup de chemin sur cette question. Les réponses aux questions sur la fiscalité, en particulier, témoignent d'une certaine maturité sur le sujet. Il est très probable que les résultats n'auraient pas été les mêmes ne serait-ce qu'il y a deux ou trois ans. Encore une fois, on est passé d'une prise de conscience progressive à un vécu qui impose la nécessité d'agir, que ce soit au niveau des politiques publiques ou des comportements individuels. Reste une dernière étape à franchir, celle du passage à l'acte, qui implique une acceptation de mesures restrictives, y compris sur le plan financier. La question est la suivante : même si les changements qui se sont opérés ces dernières années dans l'opinion ont été relativement rapides, peut-on se payer le luxe d'attendre encore trois ou cinq ans de plus pour passer à la vitesse supérieure ? Rien n'est moins sûr. C'est là qu'entre en jeu la question du courage politique. On sait que toute réforme de la fiscalité, aussi vertueuse soit-elle, peut conduire à du mécontentement voire à des blocages – rappelons-nous, il y a dix ans précisément, les réactions face à la taxe poids lourds ou écotaxe, avec la révolte des « bonnets rouges » en Bretagne. Nos politiques auront-ils le courage de s'atteler vraiment au sujet ? Rien n'est moins sûr non plus.

1. L'Organisation internationale du travail (OIT) définit la transition juste comme suit : « Rendre l'économie plus verte d'une manière qui soit aussi équitable et inclusive que possible pour toutes les personnes concernées, en créant des opportunités de travail décent et en ne laissant personne de côté. »

# Pour les Européens, équité et justice sociale sont les principaux ingrédients d'une transition écologique réussie

– Neil Makaroff

Directeur de Strategic Perspectives et expert associé à la Fondation Jean-Jaurès

Malgré les crises, le climat reste une des principales priorités des Européens, selon la nouvelle enquête d'opinion de la Banque européenne d'investissement (BEI), réalisée par BVA, en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès. Loin de souhaiter une « pause » dans la transition écologique, les citoyens européens sont exigeants quant à la forme que cette dernière doit prendre. À sept mois des élections européennes, où se jouera le sort du Pacte vert, les Européens, quelle que soit leur nationalité, envoient un message très clair en faveur d'une action pour le climat plus équitable qui offre des solutions au plus grand nombre.

L'urgence climatique laisse des traces dans l'opinion publique en Europe. La pandémie de Covid-19, la crise énergétique, la situation géopolitique ou encore l'inflation n'ont pas relégué le climat au bas des priorités des Européens. Au contraire, depuis le lancement des enquêtes par la BEI en 2018, le changement climatique a toujours fait partie des quatre premières préoccupations de l'opinion publique en Europe. En 2023, si le pouvoir d'achat domine largement (68 %), le climat reste second (39 %), suivi par les inégalités (28 %) et la santé à égalité avec le chômage (26 %). L'immigration arrive seulement en sixième place. Un Européen sur deux cite les questions environnementales – changement climatique et/ou dégradation de la biodiversité – comme étant

un des trois enjeux les plus importants auxquels nous devons faire face. Contrairement aux idées reçues, la crise climatique n'est pas seulement un sujet à traiter lors des périodes d'embellie économique. La transition écologique offre une réponse aux multiples crises que nous devons affronter.

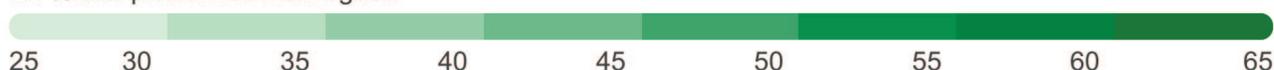
Le contraste entre l'opinion publique et le débat politique est net. Alors qu'une partie de la classe politique européenne appelle à mettre en « pause », voire à faire reculer le Pacte vert, la constance des Européens vis-à-vis de la question climatique est un message clair en faveur de l'accélération de la transition écologique européenne.

Bien sûr, des écarts d'opinion existent entre les vingt-sept États membres. Mais la situation est plus complexe qu'une traditionnelle division Est-Ouest. La priorité donnée au climat et à l'environnement est, certes, plus faible dans les pays Baltes (26 % pour l'Estonie et la Lettonie), la Bulgarie (30 %) ou la Hongrie (28 %) que dans le reste de l'Union européenne où la moyenne est à 50 %. Néanmoins, plus de 40 % des Polonais, des Croates et des Roumains sont inquiets de la dégradation de l'environnement et du climat. De même, les Slovènes placent les enjeux environnementaux plus haut (67 %) que les Danois (66 %) et les Français (61 %).

### Pourcentage de sondés ayant placé les enjeux environnementaux parmi les trois principaux défis auxquels leur pays doit faire face



En % des personnes interrogées



## L'exigence d'une transition écologique qui répartit les coûts et les bénéfices équitablement

Mieux, plutôt que d'opposer la « fin du mois » et la « fin du monde », **les Européens dans une très nette majorité, et sans divergences nationales, soutiennent une transition écologique plus équitable et juste socialement.** Environ sept sur dix estiment que la transition écologique ne pourra fonctionner que si l'on traite la question des

inégalités en même temps. À juste titre, puisqu'aujourd'hui les gains et les coûts de la transition ne sont pas justement répartis au sein de nos sociétés. Contrairement aux plus aisés, les plus pauvres et les classes moyennes n'ont pas les moyens financiers de rénover leurs logements, d'acheter une pompe à chaleur ou de changer de véhicules, surtout en période d'inflation. **Deux tiers des Européens interrogés estiment avoir besoin de soutien financier pour effectuer cette transition.** Même parmi les nations scandinaves, traditionnellement plus avancées sur la transition, plus de la moitié de la population pense nécessiter une aide financière de la part de la puissance publique.

Toujours dans le sens d'une plus grande justice sociale, **les propositions visant à réformer la fiscalité pour la rendre plus juste et efficace d'un point de vue climatique obtiennent un très large soutien**. Par exemple, 74 % des personnes interrogées sont favorables à la fin des subventions et niches fiscales pour les entreprises qui utilisent des énergies fossiles, comme les compagnies aériennes par exemple. 75 % sont pour la mise en place d'un impôt sur les revenus issus d'activités fortement émettrices en gaz à effet de serre. 68 % des Européens soutiennent même une taxe carbone progressive, qui rendrait les carburants ou le gaz plus chers pour les personnes les plus aisées. À l'heure où la transition écologique se concrétise, **répartir équitablement son coût et ses bénéfices apparaît ainsi comme un impératif pour une majorité d'Européens**.

Malheureusement, beaucoup (62 %) restent sceptiques quant à la capacité des gouvernements à mettre en place une transition écologique qui s'attaque également à la question des inégalités. Seuls quelques gouvernements bénéficient d'une certaine confiance dans ce domaine, comme le gouvernement espagnol (46 %), danois (48 %), lituanien (51 %) ou finlandais (51 %) par exemple, quand la moyenne européenne s'établit à 38 %. En Espagne, cela peut s'expliquer par plusieurs mesures prises par le gouvernement de Pedro Sanchez, notamment la mise en place d'une taxe sur les surprofits des entreprises du pétrole, du charbon et du gaz visant à financer le ticket climat sur le transport ferroviaire. Un bon exemple d'une transition qui vise à offrir des solutions au plus grand nombre.

**Sans politiques ciblées en faveur des plus modestes<sup>1</sup>, le soutien populaire vis-à-vis de la transition écologique risque de décliner**. Pire, cela pourrait conduire à créer une transition à deux vitesses où seuls les plus aisés sortiraient du piège des énergies fossiles. Les plus modestes et les classes moyennes resteraient assujettis aux cours internationaux du pétrole, du gaz et du charbon et passeraient à côté des bénéfices.

## Accompagner les transformations plutôt que les subir

**Les Européens ne rejettent pas la transformation de l'économie, mais demandent à être soutenus et accompagnés**. Cela est également le cas dans le domaine de l'emploi où les inquiétudes sont grandes. Une courte majorité (51 %) estime que la transition créera plus d'emplois qu'elle n'en détruira. Néanmoins, l'opinion publique des pays ayant un fort secteur industriel comme la Tchéquie (39 %), la Hongrie (41 %) ou encore l'Allemagne (41 %) est plus pessimiste. L'économie de ces pays étant structurée par un secteur automobile et industriel en pleine évolution face à l'émergence du véhicule électrique, la crainte de pertes d'emplois est forte. Néanmoins, cela ne conduit pas pour autant les Européens à soutenir le statu quo. Moins d'un tiers des personnes interrogées (29 %) souhaite repousser la transition écologique, car cette dernière pourrait conduire à une hausse de la pauvreté et à la destruction des emplois. Au contraire, la moitié des Européens (51 %) soutiennent une politique proactive pour accompagner les travailleurs des industries amenées à décliner ou à se restructurer comme le secteur du charbon, du gaz ou l'industrie lourde, par exemple. **La transition écologique, oui, mais en ne laissant personne de côté**.

Avec le Pacte vert, l'Union européenne a donné un coup d'accélérateur sans précédent à la transition écologique. Les retombées peuvent être majeures pour les citoyens si le coût et les bénéfices sont équitablement répartis et que personne n'est laissé de côté. Une majorité d'Européens (61 %) reconnaît que la transition écologique peut améliorer leur qualité de vie. Encore faut-il y avoir accès. Plutôt qu'une pause, le message envoyé par les citoyens européens à six mois des élections européennes est très clair : **la prochaine phase du Pacte vert sera sociale ou ne sera pas**.

1. Neil Makaroff, *Un contrat social, écologique et européen : l'horizon possible du Pacte vert*, Fondation Jean-Jaurès, 14 juin 2023.

# Table des matières

- 01 Méthodologie
- 02 Les perceptions des citoyens à l'égard du changement climatique  
et de politiques afférentes soucieuses d'équité et de justice sociale  
\_Adélaïde Zulfikarpasic
- 09 Pour les Européens, équité et justice sociale sont les principaux  
ingrédients d'une transition écologique réussie  
\_Neil Makaroff

Réalisation : REFLETS GRAPHICS

NOVEMBRE 2023

**Collection dirigée par Laurent Cohen et Jérémie Peltier**

© Éditions Fondation Jean-Jaurès  
12, cité Malesherbes – 75009 Paris

**[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)**

## Derniers rapports et études :

10\_2023 : Comprendre le piéton et son avenir dans l'espace public  
Mathieu Alapetite

10\_2023 : Catastrophes climatiques et résilience territoriale. Les vallées des Alpes-Maritimes après la tempête Alex  
Thierry Germain, Xavier Pelletier (dir.)

09\_2023 : Le Conseil constitutionnel. Après la réforme de la question prioritaire de constitutionnalité, quelles réformes ?  
Bernard Rullier

09\_2023 : La binationalité, une spécificité dans l'engagement politique ?  
Florence Baillon, Hélène Demeestere, Laure Pallez

09\_2023 : Pour une école du « nous ». Vivre l'altérité à l'école, le pari gagnant d'une nation  
Cathy Racon-Bouzon, Tarik Ghezali

07\_2023 : Surveiller et laisser périr. À quoi sert Frontex ?  
Gustav Fiere

06\_2023 : De la solitude choisie à la solitude subie. Enquête sur une « sociose »  
Adrien Broche, François Miquet-Marty, Lucia Socias

06\_2023 : L'Union européenne et les médias. Atonie générale, sursaut récent  
Théo Verdier

06\_2023 : Vers la vie pleine. Réenchanter les vacances au XXI<sup>e</sup> siècle  
Benoît Kermoal, Jérémie Peltier

05\_2023 : Le pastoralisme en Afrique : un mode d'existence en péril ?  
Pierre Jacquemot

05\_2023 : La haine anti-LGBTI+ en France. Instantanés issus de l'application FLAG! en 2022  
Flora Bolter, Denis Quinqueton, préface de Johan Cavirot



fondationjeanjaures



@j\_jaures



fondation-jean-jaures



www.youtube.com/c/FondationJeanJaures



fondationjeanjaures

[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)



Fondation  
**Jean Jaurès**  
ÉDITIONS